

swissuniversities

AdValue *info*

Session de printemps: Les parlementaires s'interrogent sur Erasmus+

À la une, Formation, Politique | 29.03.2017 | 0 Commentaires | Auteur: Netzwerk Future - Réseau Future

Après un mois de décembre 2016 chargé, l'ordre du jour de la session de printemps 2017 était léger dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation (FRI). Les parlementaires ont profité pour préparer le terrain des prochaines discussions de l'année en cours: les nouvelles mesures d'économies annoncées par le Conseil fédéral pour les années 2018 à 2021, et d'autre part la question du financement de la mobilité internationale dans le domaine de la formation, qui devra être réglée pour les années 2018 à 2020, sachant que la Suisse reste pour l'instant hors du programme européen Erasmus+.

Le Conseil fédéral transmettra prochainement au Parlement le Message sur le financement de la mobilité internationale dans le domaine de la formation pour la période 2018 – 2020. En attendant de se pencher sur le projet, plusieurs conseillères et conseillers nationaux ont questionné le Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche (DEFR) sur la position de la Suisse à l'égard du programme européen de formation. Ainsi, à l'heure des questions, huit interventions ont porté sur Erasmus+. Les parlementaires ont notamment demandé au DEFR d'explicitier l'état des négociations entre la Suisse et l'Union européenne (UE), ainsi que les implications d'une prolongation de la solution transfrontalière en vigueur depuis 2014. Par ailleurs, une interpellation a été déposée au Conseil des Etats.

Des négociations en suspens

En 2014, après la votation populaire sur l'initiative «Contre l'immigration de masse», l'Union européenne a suspendu les négociations en cours sur l'association de la Suisse à Erasmus+. Actuellement, à ce moment

– là, les deux parties ne s'étaient pas encore entendues sur tous les aspects de la participation de la Suisse au programme européen. Dans ses réponses, le chef du DEFR a indiqué que pour l'instant

négociations avec l'UE n'ont été ni reprises, ni conclues. Alors qu'une association pleine et entière d'Erasmus+ faisait partie des objectifs du Conseil fédéral dans le Message relatif à l'encouragement de la formation, de la recherche et de l'innovation pendant les années 2017 à 2020 (Message FF Confédération affirme aujourd'hui qu'il ne serait pas réaliste d'envisager une association de la Suisse au programme européen en 2018 – 2020. La poursuite de la solution transitoire devrait toutefois pas péjorer la position de la Suisse à l'égard des programmes qui succéderont à Erasmus+ dès 2021, selon le Gouvernement.

dès 2021.

Question du conseiller national Mathias Reynard (PS)

Question du conseiller national Mathias Reynard (PS)

Question du conseiller national Mathias Reynard (PS)

Question du conseiller national Mathias Reynard (PS)

Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)

Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)

Question de la conseillère nationale Rosmarie Quadranti (PBD)

Question de la conseillère nationale Kathy Riklin (PDC)

Interpellation du conseiller aux Etats Beat Vonlanthen (PDC)